

Déclarations à la presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Gerhard Schroeder, chancelier allemand, sur le mémorandum de la France, de l'Allemagne et de la Russie pour un renforcement des inspections en Irak et sur l'opposition franco-allemande à une nouvelle résolution de l'ONU sur le désarmement de l'Irak, Berlin le 24 février 2003.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Nous considérons tous les deux que le désarmement pacifique de l'Irak est possible, c'est ce qui fonde notre politique commune et nous voulons donc tout faire pour que l'Irak accepte de respecter entièrement les résolutions de l'ONU.

LE PRESIDENT - L'Allemagne et la France, le Chancelier et moi -et je le remercie de son accueil aujourd'hui, c'est toujours un plaisir pour moi de venir le rencontrer-, l'Allemagne et la France ont la même approche concernant l'affaire iraquienne.

L'Irak doit être désarmé, s'agissant de ses armes de destruction massive. Cet objectif peut être atteint par des voies pacifiques, celles des inspections. C'est la décision qu'a prise la communauté internationale lorsque le Conseil de sécurité a voté à l'unanimité la résolution 1441. Aujourd'hui, l'Allemagne, la Russie et la France ont fait de nouvelles propositions au Conseil de sécurité. Il s'agit de fixer des échéanciers de désarmement, programme par programme, concernant les armes de destruction massive.

Et nous ne voyons, dans ce contexte, aucune raison de changer notre logique, qui est une logique de paix, et de basculer dans une logique de guerre.

Naturellement, l'Irak doit accepter de coopérer sans réserve. Il doit, notamment, détruire ses missiles al-Samoud, conformément aux demandes formulées par M. BLIX.

Vous comprendrez que, dans ce contexte, nous ne soyons pas favorables à une nouvelle résolution.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Merci, Mesdames et Messieurs.